

NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

TROISIEME ANNEE REPUBLICAINE.

TRIDI 13 Floréal.

(Ere vulgaire)

Samedi 2 Mai 1795.

Le Bureau des NOUVELLES POLITIQUES, Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue des MOULINS, n°. 500, au coin de la rue THÉRESE. Le prix de la Souscription est actuellement de 80 livres par an, de 42 livres pour six mois, et de 22 livres pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, attendu le grand nombre de celles qui s'égarant, et adressées franches au citoyen CHAS-FONTANILLE. L'abonnement doit toujours commencer le premier de chaque mois (nouveau style.)

A L L E M A G N E.

Extrait d'une lettre du Nuremberg, du 20 avril.

La nouvelle de la paix conclue entre la France & la Prusse a porté une sorte d'effroi dans le résidu de la coalition. La maison d'Autriche, privée de ce grand allié, semble vouloir indiquer par des apprêts de campagne plus nombreux que les précédens, qu'elle peut s'en passer; & cependant on sait d'un côté qu'elle resserre les liens qui l'attachent à l'Angleterre & qu'elle se rapproche de la Russie, tandis que de l'autre elle fait des démarches pour parvenir aussi à une paix particulière avec la France, surtout depuis qu'elle voit que les états de la Germanie qui bordent le Rhin vont suivre l'impulsion qui leur est donnée par la Prusse.

L'Angleterre elle-même éprouve le besoin de la paix, dont son commerce ne peut plus se passer; elle s'est retirée aussi de la confédération germanique en rappelant son armée du continent; elle a vu combien il lui étoit nécessaire de concentrer ses forces de terre dans son isle; & ce changement dans son système politique date précisément du moment où elle a vu qu'elle alloit réunir dans sa main le commerce tué dans celles des Hollandais, du moment où elle a pu croire que les forces de la république française, presque dégagées de la guerre avec une partie de l'Allemagne, se concentreroient pour aller l'attaquer dans le centre de ses foyers.

En vain elle a alimenté des divisions intérieures dans le sein de la France, en vain elle a bercé d'espérances trompeuses les mécontents des départemens de l'Ouest. L'illusion de ses promesses s'est enfin dissipée, & aujourd'hui elle tourne sa fureur contre le commerce des mers du Nord. Une escadre anglaise est stationnée depuis peu à L'uxhaven à l'embouchure de l'Elbe, pour intercepter toute exportation de grains qui pourroit se faire du côté de la France. Cette puissance, d'un autre côté, a fait des traités avec les régentes des côtes d'Afrique, pour priver encore la France des approvisionnemens qu'elle pourroit tirer du

midi; de sorte qu'on la voit occupée à se faire un puissant allié de la famine pour conserver sa suprématie maritime. Il faut donc que les nations commerçantes de tout l'Univers se rallient au cri de Caton, *delenda*. Si ce ralliement a lieu, Albion doit rentrer bientôt dans la sphère que les mers lui ont circonscrite, & la liberté de l'Univers sera le prix d'une si glorieuse entreprise.

De Francfort, le 19 avril.

Les François ont totalement vidé l'arsenal de Cologne; il s'y trouvoit 98 piéces de canon, 4 obusiers, 14 mortiers, & une quantité considérable d'armes de toute espèce. On porte à 500 mille florins la valeur de ces divers effets.

Les lettres de Mayence portent que, dans la nuit du 15, il y eut plusieurs escarmouches, en suite desquelles les capots rouges élevèrent aux François une batterie que ceux-ci avoient élevée sur la montagne entre Weissenau & Laaberheim, pour gêner la communication par le Rhin: cette batterie a été démolie sur-le-champ.

Le général Clairfayt, chargé du commandement en chef de toutes les troupes autrichiennes destinées à défendre le cours du Rhin, a concentré de grandes forces du côté de Mayence. On prétend qu'il compte passer le Rhin, tandis que les troupes françaises, qui se multiplient de jour en jour sur la rive opposée, pensent aussi de leur côté à passer ce fleuve, pour attaquer Mayence par les derrières. Ainsi cette place est devenue le foyer d'une activité extrême de part & d'autre, d'autant plus que le général Pichegru est venu se mettre à la tête de l'armée du siège.

F R A N C E.

De Paris, le 12 floréal.

On écrit de Dieppe qu'il est entré dans ce port un sloop anglais qui s'est annoncé comme parlementaire. Il portoit le baron d'Eden; il a été bien reçu par les officiers de la

place, auquel il a montré ses pouvoirs. Il a déclaré qu'il s'est d'abord présenté à Brest, mais on l'a renvoyé à Dieppe, où un représentant du peuple doit venir le joindre. Rien ne transpire encore sur le projet de sa mission. Il est con- signé dans une auberge & ne communique avec personne. Il n'a pour tout cortège qu'un secrétaire & un domestique. Il ne leur est communiqué aucun papier-nouvelle, & on leur cache soigneusement la situation de la France. Le pavillon tricolor flotte au haut du grand mât du navire anglais, & un pavillon anglais est arboré sur son mât de pavillon.

Nous apprenons que six des agitateurs du département de l'Ain, ont été assommés par la multitude courroucée, au moment où ils étoient transférés des prisons de Bourg dans le département du Jura. Les efforts des autorités constituées, réunies à 600 hommes de la garde nationale, n'ont pu les préserver de la fureur du peuple.

Les débats sur le procès de Fouquier-Tinville & ses complices ont été fermés au tribunal révolutionnaire, le samedi dernier; le duodi, les défenseurs officieux ont dû parler, & le jour suivant le jugement doit intervenir.

Les citoyens les plus amis de la tranquillité générale de la république, pensent que sa stabilité tient uniquement à la formation d'un gouvernement définitif. Car, ajoutent-ils, un gouvernement provisoire n'est jamais qu'un gouvernement d'essai, qui laisse aux mécontents l'espoir & le désir de hâter sa fin, tant le désir vague du changement est inné dans les têtes inconstantes des hommes. Un gouvernement définitif au contraire est un rocher immobile, contre lequel viennent se briser les vagues des agitations populaires. Ce n'est pas que la masse du peuple ait toujours un respect religieux pour ses institutions les meilleures; mais enfin, il respecte encore plus son ouvrage, quand il est persuadé de sa force & de sa vigueur, que lorsqu'il ne regarde cet ouvrage que comme un essai de route vers le bonheur & la tranquillité.

On se méprendroit beaucoup, si on ne croyoit pas que les variations dans notre système de gouvernement ont alimenté long-tems l'espoir coupable de nos ennemis du dehors, & du dedans de renverser la république française, qu'ils regardoient comme chancelante à chaque triomphe périodique de l'un des partis qui la déchiroient.

Les puissances étrangères se serroient de plus en plus contre nous à mesure qu'elles voyoient des divisions internes nous séparer les uns des autres; mais depuis qu'elles ont vu plus d'ensemble dans l'esprit de la république, elles ont changé de plan, quelques-unes ont demandé la paix, & toutes la désirent parce qu'elles en ont besoin.

Eh comment la coalition tombant en ruine pourroit-elle espérer de nous vaincre, puisqu'elle n'a pu nous entamer dans les jours de son union & de ses freres? s'il est encore des cours qui croient à la résurrection de la royauté parmi nous, c'est sur nos fautes intérieures, c'est sur nos divisions, c'est sur nos déchirements, c'est sur les troubles qui peuvent résulter de nos embarras pour les subsistances, c'est sur l'absence d'un gouvernement solide & définitif, c'est sur-tout sur le délabrement de nos finances que reposent leurs calculs. C'est donc vers ces sources de nos nombreuses calamités que doit se porter l'attention de tous les amis de la république.

Le jour où la convention aura achevé la constitution, l'aura mise en activité, & aura, par un bon système de finances, diminués l'énorme masse des assignats en circulation, sera celui où il sera permis de concevoir quelques espérances de tranquillité & de bonheur. Alors toutes les factions qui s'agitent & se choquent aujourd'hui, seront comprimées par un bon gouvernement, & se tairont devant la volonté nationale, proclamée, reconnue. Alors les partisans de toutes les tyrannies, soit royales, soit populaires, & tous les faiseurs d'anarchie ne seront plus à craindre, & n'exerceront plus que le mépris & la pitié. C'est donc à l'établissement de la constitution & à la restauration des finances, que doivent être consacrées toutes les séances de la convention nationale.

La société & les lettres viennent de faire une perte irréparable dans la personne du ci-devant abbé Barthélémy, garde du cabinet des médailles, mort ~~hier~~ hier, dans un âge très-avancé. *30 Juin 1795.*

Cet écrivain célèbre unissoit à une vaste & solide érudition un esprit très-orné, un goût pur, un style élégant & correct; il unissoit, ce qui est plus précieux encore, aux connoissances & aux talens, l'aménité des mœurs & les vertus sociales. Il a joui du bonheur, bien rare, d'avoir pour amis les personnes les plus distinguées de tous les états, & de n'avoir aucun ennemi qu'on puisse nommer.

Un grand nombre de mémoires sur les langues anciennes, les inscriptions & d'autres objets d'antiquités, l'avoient placé des long-tems au premier rang des érudits, lorsqu'à près de 80 ans il publia le *Voyage du jeune Anacharsis*, tableau précieux de l'ancienne Grèce, où les traits les plus fideles de l'histoire prennent la forme & l'intérêt du roman. Le succès éclatant & mérité de cet ouvrage, aussi intéressant qu'instructif, nous dispense d'en faire l'éloge; mais rien ne dispensera sans doute ceux amis de Barthélémy qui sont dignes d'apprécier ses talens & ses travaux, & qui ont connu tous les détails de sa vie privée, de rendre à sa mémoire un hommage plus digne de lui que cette esquisse informe, tracée à la hâte & sans art, par un de ses confreres & de ses plus sinceres admirateurs.

Déclaration des chefs de l'armée catholique et royale de Bretagne.

Les causes qui ont donné naissance à la guerre de la Vendée, & celles qui en ont prolongé la durée, & qui, toutes atroces, ont forcé les habitans des pays situés au nord de la Loire, à s'armer, pour échapper à la destruction dont ils étoient menacés, par l'abus le plus exécrable & le plus tyrannique du gouvernement;

Les efforts tentés pour soustraire la France à une domination aussi odieuse, le renversement & la punition des chefs qui l'avoient établie; l'amour enfin de tout vrai Français pour son pays, & le désir d'éteindre les discordes civiles qui en auroient accéléré la ruine; ont déterminé le conseil & les chefs de la Vendée à concourir à la pacification des départemens insurgés.

Nos vœux pour la prospérité de la France sont les mêmes: nous désirons également tout ce qui peut rendre à notre pays l'abondance & la paix, tout ce qui peut garantir la sûreté & le bonheur de tous les Français.

Ces vœux ont été exprimés dans l'écrit que nous avons

publié, sous le titre de *Paroles de paix*, & qui a été remis, au nom des chouans, aux représentans du peuple, à Nantes, le 12 février 1795.

En conséquence, en invitant tous les habitans de la France, qui chérissent l'honneur, qui aiment la probité & la vertu, à un entier oubli du passé, nous déclarons solennellement nous soumettre à la république française, une & indivisible, en reconnoître les loix, & prendre l'engagement de ne porter jamais les armes contre elle.

Afin que la paix soit complète & qu'il ne reste aucune trace de ces malheurs, nous prions le représentant du peuple Bollet & ses collègues, d'indiquer pareillement un rendez-vous au général Stofflet.

La connoissance que nous avons de ses sentimens, nous porte à être persuadés qu'il embrassera volontiers tous les moyens d'assurer la tranquillité au pays qui lui a donné sa confiance : il seroit même à désirer que les représentans qui ont concouru le plus efficacement à la pacification de la Vendée, & qui ont obtenu la confiance de ses habitans, voulussent bien se rendre dans le lieu qui sera assigné; leur présence ne peut manquer de produire les plus heureux effets pour la pacification générale, l'objet des vœux de tous les François.

Fait & arrêté à la Mabilais, près Rennes, le premier floréal, l'an troisième de la république française, une & indivisible.

Signés, Cormatin, Chantreau, Solilhac, Bois-Hardy, Meulé de la Roitric, Busnel, Bellevue, Gustin, Gourlet, Guignard le jeune, Jarry, Terrien, Lefèvre, Demeaulne, Defils Painé, l'Hermitte, Lambert, Lantivy, de Nantois, Gaubert, de la Nourray, Dufour.

Aux rédacteurs des *Nouvelles Politiques*.

Des causes de la disette du pain.

J'allois vous adresser cette réflexion, lorsque je lis n.º 217, celles que vous publiez sur le même objet; aux principales causes de la disette actuelle que vous assignez, j'en joindrai quelques autres.

Le pain est donc devenu le cri de ralliement des agitateurs; ils s'appuyoient sur la disette actuelle, & c'est la famine qu'ils n'ont cessé de provoquer depuis l'époque de la révolution; la cataracte est maintenant abaissée de dessus les yeux du peuple, il peut fixer la lumière de la vérité: montrons-la lui.

Les bras des bourreaux étoient fatigués; la terre étoit jonchée de cadavres; les fleuves les vomissoient sur leurs rivages; le Hollandais submergeoit son pays dans les eaux; la France alloit être submergée dans le sang; les monstres, effrayés de tant de carnage, appelloient à leur secours la peste, & la famine; la peste, en entassant les hommes dans les cachots; en liant le vif au mort; enfin ils cherchoient à précipiter la famine, dont la marche étoit à leur gré trop lente. Voyons comment ils ont procédé à ce dernier système de dépopulation.

La liberté du commerce seule assure la subsistance publique; il en est du bled comme de l'eau, qui, de sa source, fait arriver à l'Océan, si elle n'est pas détournée dans son cours. Ils ont donc enchaîné cette liberté. Le dernier quintal de bled s'enlève des marchés de Len-

drès & d'Amsterdam, sans nulle inquiétude de la part du peuple, qui sait que des milliers de quintaux sont en rade; aussi l'Angleterre & la Hollande ne connoissent point de disette.

Paris étoit anciennement approvisionné par le commerce & la concurrence y soutenoit l'abondance, quoiqu'il ne le fut jamais pour plus de 12 ou 15 jours; il offroit à ses habitans le pain le mieux fabriqué de la France, & à meilleur marché que dans les capitales même des provinces à bled.

Mais lors de la révolution, afin de soulever le peuple, les agitateurs l'ont allarmé sur le pain, le commerce s'occupoit de remédier à la pénurie occasionnée par une succession d'années disetteuses; ils rendirent suspects tous ceux qui concouroient à la subsistance publique, fermiers, meuniers, fariniers, boulangers; ils ordonnèrent le pillage, les incendies de meules & les assassinats; les autorités constituées, soit ignorance, soit complicité, n'opposèrent point de barrière à ces désordres. Les marchés devinrent déserts, plus de circulation; on fit des proclamations, jonglerie politique; on fit des arrêtés subversifs de toute liberté; on forma des greniers d'abondance, quoiqu'il résulte de l'expérience de l'Italie, de la Turquie &c., que ces établissemens occasionnent cherté, mauvaise qualité de grains & à la longue disette.

On déclara la guerre. La Pologne, qu'on agita, & qui est le grenier du Nord, cessa de l'alimenter. Les bleds du Levant, que nous tirions par la mer, cessèrent d'alimenter le Midi. La France, dans ses années d'abondance, peut à peine suffire à la subsistance de ses habitans; & il lui a fallu nourrir une armée immense avec des faibles récoltes; le soldat qui, dans ses foyers, vivoit des sarrazins, des maïs, des châtaignes, des pommes de terre, a vécu de pain dans son camp, & la consommation des armées est double de la consommation habituelle. La guerre, en privant les campagnes d'hommes laborieux, de chevaux, d'engrais, a frappé de stérilité une portion du sol de la France. Une partie est demeurée non ensemencée, une autre partie a été moins bien cultivée; cependant, il a fallu vivre, par anticipation, d'une année sur l'autre, & pour jouir de cette anticipation, on a envoyé dans les campagnes des hommes qui, sous prétexte de battre les grains, ont écrasé les gerbes, & laissé en arrière le huitième d'une récolte déjà très-chétive.

La faim est industrieuse; le peuple luttoit contre elle; le gouvernement faisoit des efforts; le murmure osoit en tenter; alors, on provoqua le *maximum*, les réquisitions, les préliminaires; on provoqua les proscriptions, les arrêts de mort contre les fermiers; enfin, on a organisé la famine, en formant une commission des subsistances, dont on remit le gouvernement dans les mains de l'ignorance & du jacobinisme, qui couvrit la France de plusieurs milliers d'agens dilapidateurs, dont une grande partie est encore malheureusement en place.

Cependant la commune de Paris & les jacobins, vociféroient à leurs tribunes, & les dévoins à celle de la convention: *jamais on ne vit une année plus féconde*, tandis que, dans le fait, on en a peu vu d'aussi inféconde; beaucoup de paille, peu de bled & des bleds versés & germés. *La providence est révolutionnaire*, ajoutoient-ils: oui, comme Carrier & consorts le disoient de la Loire. C'est ainsi qu'on entretenoit l'erreur du comité de salut public actuel, & pour lui en imposer davantage sur l'étendue de nos ressources, on prodiguoit, on di-

lapidoit, on doubloit les arrivages, & Paris a dévoré, en moins de huit mois, la subsistance d'une année entiere. 1200 sacs de farines avoient suffi, & 2000 suffisoient à peine, par une raison toute simple : la commune, sous prétexte de faire manger au riche le même pain qu'au pauvre, au lieu de s'occuper de faire manger au pauvre le même pain qu'au riche, ne fit plus préparer qu'un pain sale & ordurier. Elle y fit entrer le son qu'elle enleva en pure perte à l'agriculture; & tandis qu'elle privoit les campagnes de la ressource du son, Paris alimentoit les animaux qu'on y élève, de la mie d'un pain qu'on étoit forcé de rejeter.

Le comité de salut public détrompé sur l'état des choses, pressentoit la nécessité de rationner Paris; il la fait, & la malveillance s'agite. Si on eut pris cette mesure après le 10 thermidor, Paris se seroit fait un mérite de cette mesure d'économie & de politique. Le terrorisme abattu alors, & qui relève aujourd'hui la tête, se seroit tu, voilà la vérité. Que les bons citoyens éclairés sur cette provocation de la famine & sur les sages mesures que la convention vient de prendre pour s'y opposer, ferment donc la bouche aux séditeux.

CONVENTION NATIONALE
Séance du 12 floréal.

Hier à onze heures du soir on a battu le rappel dans diverses sections. Un grand nombre de membres de la convention se sont aussitôt réunis. Il s'est engagé quelques discussions relatives à différentes motions, tant sur les subsistances que sur la police. Anguis est venu annoncer qu'il y avoit eu des rassemblemens dans la section du Bonnet-Rouge; on assiégeoit depuis le matin le comité civil; les subsistances en étoient le prétexte; quelques représentans s'y sont transportés avec la force armée; les attroupemens ont été aussitôt dissipés, & le calme rétabli.

Aujourd'hui, Chénier, au nom du comité de gouvernement, a fait le rapport attendu, sur l'état actuel de la république.

Après l'immortelle journée du 9 thermidor, effet en même-tems, & tombeau de la dernière tyrannie, on a dû s'attendre, dit le rapporteur, que la juste horreur inspirée aux citoyens, par les agens de Robespierre, diminueroit celle que méritoient les partisans du régime abattu, dès le premier jour de notre liberté. Les crimes de Robespierre ont diminué aux yeux de quelques Français, ceux de Louis XVI; & le catholicisme, persécuté par les extravagances de l'athéisme, est à son tour devenu persécuteur.

Ainsi, & sur tous les points de la république, on a vu renaître des espérances coupables; les loix avilies comme la monnoie républicaine, la vengeance particulière trop souvent mise à la place de l'action de la justice, l'émigré rentré sur un territoire qu'il vouloit dévaster, le réfractaire offrant le pardon aux fideles égarés, & promettant le salut aux ames foibles qui voudront se racheter en demandant un roi.

A cet état se joint celui des subsistances, plus inquiétant encore que véritablement dangereux. Mille voix demandent du pain, mille bras se lèvent pour arrêter la

libre circulation; de-là des mouvemens partiels dont on vent profiter & les partisans de la terreur & ceux de la royauté. Le gouvernement des groupes s'établit; on demande où Robespierre, ou Louis XVI; on veut ouvrir le Temple ou les jacobins.

Mais les comités ne fléchiront pas: forts de la confiance de l'assemblée & de son énergie, ils sauront comprimer tous les ennemis de la chose publique. Non, la république ne périra pas, s'écrie l'orateur, quels que soient les écueils semés sous les pas de ceux qui la gouvernent. Cet édifice majestueux, élevé au plus haut degré de gloire que puisse donner le courage & les sacrifices d'un grand peuple; cet édifice, cimenté par le sang du législateur & du guerrier, ne croquera pas entre les mains de ses immortels fondateurs!... L'assemblée se lève toute entiere en signe d'adhésion.

Chénier, en résumant son rapport, invoque comme remède à tous les maux actuels, l'exécution stricte des loix, & l'établissement le plus prompt d'un gouvernement vigoureux.

Chénier propose ensuite un projet de décret en dix articles, dont voici les principales dispositions:

Tout émigré qui sera trouvé rentré sur le territoire français, sera sur-le-champ livré aux tribunaux.

Tout individu précédemment déporté ou qui aura encouru la déportation, qui seroit rentré sur le territoire de la république, sera tenu d'en sortir dans l'espace d'un mois, sous peine d'être traité comme émigré.

Il est enjoint au comité de sûreté générale de faire arrêter & traduire devant les tribunaux, ceux qui dans des discours ou des écrits séditeux, aviliroient la convention, ou provoqueroient à la royauté; ils seront bannis à perpétuité; si les propos étoient tenus dans des rassemblemens, les coupables seront punis conformément à la loi du 11 germinal.

Les administrations, en ordonnant des désarmemens, fourniront aux désarmés les motifs de leur détermination.

Le comité d'instruction publique veillera à ce que les théâtres dirigent tous leurs efforts vers le but des travaux de la convention, l'affermissement de la république.

Le premier de chaque mois, les comités feront un rapport sur l'esprit public, &c. &c.

On demande l'impression du discours de Chénier, l'envoi aux départemens, aux armées, aux sections, & la distribution aux membres de la convention, au nombre de six exemplaires.

On demande aussi qu'on fasse sur-le-champ la seconde lecture de la loi, afin qu'elle puisse être expédiée de suite.

Un membre demande que la loi soit solennellement promulguée.

Toutes ces diverses propositions sont décrétées.

Quelques-uns des articles ont entraîné une discussion assez vive, Tallien s'est fortement opposé à celui relatif à l'arrestation & traduction devant les tribunaux, pour des écrits ou discours séditeux; il a craint que cet article trop vague ne portât atteinte à la liberté de la presse; divers membres l'ont combattu. Louvet a prononcé un discours sur ce sujet, dont l'assemblée a ordonné l'impression & l'affiche dans Paris.